

un autre chemin : celui suivi par les mineurs anglais qui, par leur lutte, ont non seulement remporté une victoire revendicative, mais ont mis à la porte le gouvernement Heath, sans écouter les conseils de modération et sans se soumettre aux pressions de Wilson, le cousin de Mitterrand.

Si la classe ouvrière chasse le gouvernement UDR et le remplace par l'Union de la Gauche, elle n'acceptera plus que ce soit pour gérer le capitalisme comme en 36 ou pour rester prisonnière de la légalité bourgeoise et attendre le coup d'Etat comme au Chili. Or déjà les dirigeants du PS et du PC s'engagent sur la voie de l'Unité Populaire chilienne quand Mitterrand tend la main aux centristes de JJSS et de Lecanuët, comme Allende tendait la main à la Démocratie Chrétienne qui préparait le coup d'Etat ; quand la direction de la CGT abandonne les intérêts de classe du prolétariat pour passer un accord sur une base corporatiste avec les cadres ; quand les dirigeants du PS et du PCF se félicitent de la tradition démocratique de l'armée française « malgré le coup d'Etat de 58 » ; quand ils s'ingénient à démontrer que l'armée française est beaucoup plus démocratique que l'armée chilienne, comme les dirigeants de l'UP s'ingéniaient à démontrer que l'armée chilienne était beaucoup plus démocratique que l'armée brésilienne...

Mais les travailleurs ne doivent avoir aucune illusion : le gouvernement, ce n'est pas le pouvoir. Chassée du gouvernement, la bourgeoisie a encore ses capitaux, son armée, ses lois, ses alliés internationaux... La conquête du gouvernement peut être un tremplin vers la conquête du pouvoir à condition que les travailleurs prennent conscience de la nécessité de déborder le cadre étroit du programme commun en allant de l'avant sans compromission .

I) L'Union de la Gauche que le PC et le PS opposent comme solution concrète au gouvernement UDR illustre dès maintenant la perspective de collaboration de classe de ces partis. Les travailleurs devront exiger en tout premier lieu la rupture de tout lien, de tout accord, de toute collaboration des organisations ouvrières avec la bourgeoisie.

(II En développant l'auto-organisation des travailleurs en comités d'usine, de localité, de quartier, composés de délégués élus et révocables. Comités de contrôle ouvrier, comités contre la vie chère, comités de vigilance... ces comités expriment le pouvoir de classe des travailleurs opposé au pouvoir des patrons dans les usines et les localités laissées en place par le programme commun. Mais tant que l'économie restera une économie de marché, ces comités n'auront pas pour fonction de gérer les entreprises même si elles sont nationalisées. Car alors, cela amènerait les travailleurs du secteur nationalisé à appliquer les lois du profit capitaliste contre eux-mêmes et contre les